



Nancy, le 23 juin 2025

SESSION DEPARTEMENTALE

Discours de Chaynesse Khirouni, Présidente du Département de Meurthe-et-Moselle

Seul le prononcé fait foi.

Madame la Préfète de Meurthe et Moselle,
Mesdames et messieurs les élu.e.s, cher.e.s collègues,
Mesdames et messieurs les représentants des services de l'Etat,
Mesdames et messieurs en vos grades et qualités,

Pour cette dernière session avant l'été, c'est avec beaucoup de plaisir mais également de gravité compte tenu de la situation internationale que je vous accueille cette année encore, Madame la Préfète, dans la maison départementale pour ouvrir cette nouvelle session de notre Assemblée à vos côtés.

Un contexte international extrêmement grave et qui voit l'ordre d'après-guerre vaciller et triompher les régimes autoritaires et populistes. Des guerres, des conflits engagés au mépris du droit international, des droits humains (je pense à la famine utilisée par le gouvernement de Netanyahu comme arme de guerre à Gaza) et dont les principales victimes sont des femmes et des enfants.

Rien, absolument rien ne justifie la guerre faite à l'enfance !

Et face à cette crise d'humanité, une Union Européenne impuissante qui a perdu avec l'élection de Trump, un allié historique les Etats-Unis.

Un contexte national, politique, qui voit les idées de l'extrême-droite et de la droite extrême s'ancrent, fragiliser notre République.

Une République malmenée jusque dans ses fondements et au sein de laquelle un Ministre de premier rang affirmait il y a peu encore, que l'état de droit n'était ni intangible, ni sacré. Montesquieu a dû se retourner dans sa tombe, lui qui dans son œuvre majeure « *De*

l'esprit des lois», affirmait : « pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir ».

En ces temps troublés où :

- Le droit international se délite face à la guerre et au chaos,
- Où dénoncer un crime contre l'humanité vous expose à des insultes infâmes,
- Où des élus dont on attend l'exemplarité contestent des décisions de justice au nom d'une supposée corruption des juges,
- Où l'immigration et l'étranger deviennent les obsessions maniaques de trop de discours,
- Où la pauvreté n'est plus un mal à combattre mais des personnes vulnérables à stigmatiser,
- Où le Gouvernement, fragilisé par une dissolution hasardeuse pour ne pas dire irresponsable, peine à construire son projet de loi de finances et à mobiliser le pays autour d'un dessein clair à défaut d'être fédérateur...

... Oui, en ces temps de confusion, un retour à la boussole républicaine, à la lumière de ses valeurs, devient presque un acte subversif et audacieux ; alors que les principes de la République devraient être le ciment de toutes et tous les démocrates sincères de ce pays.

Un ciment qui, tel un lien invisible, nous unit par de-là nos sensibilités, nos différences, nos divergences et nous permet de faire société. Un lien qui doit nous permettre de construire sans relâche une cohésion sociale reposant sur la justice et le respect. Valeurs sans lesquelles la patrie ne serait qu'une chimère.

A notre échelle meurthe-et-mosellane, au sein de notre collectivité en charge des grandes solidarités humaines, cet engagement républicain se traduit concrètement par des actions telles que :

- La gratuité des transports scolaires,
- La tarification sociale de nos cantines,
- Le soutien à nos services d'aide à domicile,
- L'implication dans le service public départemental de l'autonomie,
- Le développement des contrats jeunes majeur,
- Le revenu d'émancipation jeune,
- Ou l'engagement pour l'accès aux droits...

Et ceci malgré un contexte budgétaire toujours aussi difficile. Nous avançons forts de notre projet départemental, forts de nos relations avec nos partenaires dans leur diversité.

Et, autour de certains de ces engagements nous nous retrouvons Mme la Préfète. Ce fut le cas à l'occasion de la stratégie prévention et protection de l'enfance notamment ancrée dans la volonté de mieux accompagner les sorties des jeunes majeurs de l'aide sociale à l'enfance.

Ce fut le cas également des plans précédents dédiés à la lutte contre la pauvreté et qui nous ont permis de renforcer nos accompagnements auprès des personnes éloignées du travail et vulnérabilisées par la crise économique.

C'est le cas aujourd'hui avec :

- L'Agence régionale de santé avec laquelle nous allons conventionner pour renforcer nos coopérations,
- La Caisse d'Allocations Familiales avec laquelle nous menons un travail autour des enjeux des 1000 premiers jours de l'enfant qui se traduira par l'expérimentation d'une crèche innovante,
- L'Education nationale sur les enjeux de mixité sociale,
- La Direction Régionale des Affaires Culturelles sur les questions patrimoniales mais également d'Education artistique et culturelle.

Autant d'illustrations de relations constructives qu'entretient le Département de Meurthe et Moselle avec les services déconcentrés de l'Etat. Le mérite en revient aux acteurs tant administratifs que politiques de cette relation, mais aussi -et vous me permettez de le souligner, Mme la Préfète- à l'attention toute particulière que vous accordez à la fluidité de nos coopérations institutionnelles au-delà des désaccords et du regard très critique que je peux porter sur les politiques menées par le Président de la République et ses gouvernements successifs.

Vous le savez un certain nombre de questions d'actualité posées ce matin par les élu.es de notre assemblée iront dans ce sens.

Cette session sera l'occasion de débattre du pacte des solidarités et de son volet insertion et emploi que traduit une convention que nous signerons ensemble.

Un partenariat qui s'est aussi illustré dans l'expérimentation « avec vous pour vos droits ». Une expérimentation qui s'étend désormais à plusieurs territoires de la Meurthe et Moselle dont les candidatures ont été retenues par l'Assemblée départementale lors de sa session du 23 février dernier.

J'ai souhaité participer à l'installation des instances de pilotage de ces démarches, toutes multi-partenariales tant à Longwy-Briey, que dans le Val de Lorraine ou dans le Lunévillois ; tandis que celle du Grand Nancy se poursuit.

J'y ai trouvé des élus.e.s motivé.e.s, des associations mobilisées, des professionnel.le.s engagé.e.s, toutes et tous témoins de la vitalité de nos territoires et soudé.e.s par la

volonté d'accompagner nos concitoyennes et nos concitoyens fragiles dans l'accès à leurs droits et une vie digne.

C'est ce même enthousiasme que j'ai retrouvé à l'occasion des visites cantonales que j'entreprends avec les conseillères et conseillers départementaux depuis plusieurs semaines maintenant et dont les maîtres mots pourraient être : action et engagement... dévouement serait peut-être un terme encore plus approprié.

Ces visites m'offrent l'occasion, précieuse, de dialoguer avec des Maires et leurs équipes, dans leurs communes, sur leurs terrains en évoquant leurs difficultés et leurs projets. Partout en Meurthe-Moselle.

La gestion des routes communales n'est pas le moindre de leur souci s'agissant de petites collectivités dont les budgets sont également de plus en plus contraints. Un sujet qui pose, nous le savons, de sérieuses questions de sécurité.

Bien entendu, les projets et les ambitions des Maires de nos communes rurales ou périurbaines sont bien plus riches et plus divers. Elles vont :

- De la réfection d'une école, la végétalisation des cours,
- À la modernisation d'une restauration scolaire en lien avec des producteurs locaux,
- En passant par la transformation de l'éclairage public en basse consommation,
- La création de gîtes communaux ou de jardins partagés
- Ou de la réhabilitation de logements sociaux au développement de centres de santé.

La santé, l'accès aux soins, aux médecins, aux pédiatres, aux dentistes, aux infirmières... c'est, Mme la Préfète, Mme la Directrice générale de l'ARS, une préoccupation pour ne pas dire une inquiétude profonde et majeure des élu.e.s de nos territoires. Elle traduit d'ailleurs l'angoisse de leur administré.e.s.

Raison pour laquelle je suis fière que le Département ait soutenu, au cours de ces dernières années, la création d'un centre de santé et de 13 Maisons de santé, le projet e-54/e-Meuse santé porté par la Meuse, la Meurthe-et Moselle et la Marne. Un engagement qui a été récompensé par le prix national de l'accès aux soins remis à nos Départements dans le cadre du concours national « France 2030 ». Il salue le travail de nos territoires et ainsi que celui de notre collègue Rosemary Lupo et de notre mission santé.

Ces élues locales et ces élus locaux sont infiniment dévoué.e.s à leurs communes et entraînent souvent avec eux leurs familles et leur réseau relationnel en consacrant leur énergie ainsi que tout leur temps, au Bien Public.

Ces élu.e.s sont les visages de notre République dont les valeurs sont affichées aux frontons de leurs Mairies.

Et nous le savons, leurs motivations vacillent parfois. Les petites communes font face à une crise des vocations nourrie par la complexification de la mission d'élue local.e accentuée par la raréfaction de leurs ressources budgétaires.

Et nombreuses et nombreux ont été les élu.e.s rencontré.e.s à nous dire combien elles et ils comptent sur le soutien apporté par le Département et son accompagnement territorial fléchi vers des projets de proximité et jouant, souvent, des effets leviers déterminants. Au-delà des interventions financières de notre collectivité, j'en profite pour saluer le travail mené par les équipes de MMD54 et du CAUE aux côtés des communes et intercommunalités, un soutien qui leur est extrêmement précieux et efficace.

Et c'est bien pour préserver ces articulations et partenariats au plus près des habitants que nous nous battons pour reconquérir l'autonomie financière du Département sans laquelle notre capacité à agir ne serait qu'illusion. Raison pour laquelle je ne céderais jamais aux sirènes parisiennes qui nous enjoignent à nous consacrer exclusivement à nos compétences obligatoires.

Non seulement cette injonction injurie l'esprit de la décentralisation qu'affirme notre Constitution en foulant au pied le principe républicain de libre administration des collectivités mais, surtout, ignore la valeur ajoutée de cette collectivité centenaire qu'est le Département.

Son échelle permet à la fois d'avoir une vision stratégique des besoins de plusieurs bassins de vie tout en restant assez proche pour être réellement opérationnel en construisant des complémentarités et des synergies locales que, parfois, la Région et l'Etat ne savent pas ou plus appréhender.

C'est vrai dans le champ des solidarités avec, par exemple :

- une capacité à assurer une couverture satisfaisante de services d'aide à domicile dans tous nos territoires,
- à accompagner les personnes vers l'emploi en partenariat avec les CCAS par exemple
- ou encore à promouvoir l'accès aux droits même dans des bassins de vie très cloisonnés comme l'illustre l'essaimage « d'avec vous pour vos droits ».

...c'est vrai également dans le champ de l'appui aux communes ou aux intercommunalités. Elles sont les mieux placées pour identifier et traiter les besoins de leurs populations. Mais elles manquent trop souvent d'appui ou rencontrent des difficultés à y accéder en raison de mécanismes technocratiques qui appellent une ingénierie dont les communes ne disposent pas toujours.

Or, il faut être enfermé dans les bureaux de Bercy pour ne pas voir que ces bassins de vie ruraux et périurbains ont, depuis de nombreuses années maintenant, un comportement politique de rupture et de défiance à l'égard de la République.

Une défiance que traduit le vote pour le Rassemblement National. Un vote évidemment

nourri de convictions xénophobes mais cette explication ne peut pas être exclusive. Elle dédouanerait à trop bon compte celles et ceux qui, depuis trop longtemps, ont laissé nos services publics et la présence des pouvoirs publics s'éroder.

Face à la peur du déclassement, au creusement des inégalités, à l'urgence climatique, nous avons besoin de porter un nouveau modèle. De poursuivre la décentralisation en redonnant les moyens d'agir aux collectivités locales.

En redynamisant la démocratie locale.

Des solutions existent. Elles s'expérimentent chaque jour sur nos territoires, initiées par les citoyennes et citoyens, par les élu.e.s locaux.

Je suis convaincue que des expériences concrètes nous pouvons retrouver le goût de revenir à une République qui tient à nouveau ses promesses de justice, d'égalité et de fraternité.

Une promesse républicaine de réussite pour toutes et tous.

Je vous remercie.